

« *Pouvoirs, jeunesses et sida au Cameroun. Politique publique, dynamiques sociales et constructions des sujets* » par Fred A.C. Eboko, thèse pour le Doctorat en Science politique, sous la direction de Jean-François Médard

Institut d'Études politiques de Bordeaux, Centre d'Étude d'Afrique Noire, Université de Montesquieu / Bordeaux IV, décembre 2002, 489 p.

Marc-Eric Gruénais

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/apad/269>

DOI : 10.4000/apad.269

ISSN : 1950-6929

**Éditeur**

LIT Verlag

**Édition imprimée**

Date de publication : 1 décembre 2001

**Référence électronique**

Marc-Eric Gruénais, « « *Pouvoirs, jeunesses et sida au Cameroun. Politique publique, dynamiques sociales et constructions des sujets* » par Fred A.C. Eboko, thèse pour le Doctorat en Science politique, sous la direction de Jean-François Médard », *Bulletin de l'APAD* [En ligne], 22 | 2001, mis en ligne le 14 avril 2006, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/apad/269> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/apad.269>

---

Ce document a été généré automatiquement le 23 septembre 2020.

Bulletin de l'APAD

---

« *Pouvoirs, jeunesses et sida au Cameroun. Politique publique, dynamiques sociales et constructions des sujets* » par Fred A.C. Eboko, thèse pour le Doctorat en Science politique, sous la direction de Jean-François Médard

Institut d'Études politiques de Bordeaux, Centre d'Étude d'Afrique Noire, Université de Montesquieu / Bordeaux IV, décembre 2002, 489 p.

Marc-Eric Gruénais

---

- 1 Le travail présenté par F. Eboko tente de répondre à trois questions. L'une est d'ordre théorique, voire épistémologique : comment faire exister la question de la lutte contre le sida en Afrique comme objet de la science politique à la suite (et en complémentarité) des travaux menés par les anthropologues sur la question depuis une quinzaine d'années et en plaçant au cœur de l'analyse l'individu-sujet ? Les deux autres questions relèvent davantage de l'analyse politiste : dans quelle mesure la lutte contre le sida en Afrique, impulsée par des initiatives et des institutions du Nord, est-elle susceptible d'être appropriée en tant que question de politique nationale étant donné la faible "institutionnalisation" des États en Afrique ? Dans quelle mesure les jeunes citoyens au Cameroun peuvent-ils se constituer en acteurs politiques, à l'origine d'un "mouvement social", mouvement qui pourrait être notamment repérable à partir de leurs aspirations, de leurs actions et de leurs craintes face à la pandémie de l'infection par le VIH ?
- 2 Le chapitre introductif propose une analyse très intéressante sur la "socialisation politique et l'école" qui montre, d'une part, comment la "jeunesse" en vient à prendre

une place accrue dans l'arène politique nationale, et d'autre part, comment les inégalités sociales et surtout régionales (anglophones vs francophones) ont été renforcées par le système éducatif depuis l'époque coloniale. La première partie du travail est consacrée à une histoire politique du Cameroun, dont on retiendra surtout les passages consacrés à l'histoire politique récente du Cameroun, et en particulier à la période des années 1990. Ces passages attestent d'une connaissance particulièrement fine et documentée des dynamiques politiques locales, des enjeux auxquels les caciques du régime prennent part, et des équilibres ethno-régionaux. F. Eboko analyse de manière très convaincante l'évolution vers la grave crise politique liée au processus de démocratisation, puis le recul démocratique (qui s'est encore affirmé lors des récentes élections de 2002).

- 3 La seconde partie du travail consacrée à l'histoire du dispositif de lutte contre le sida au Cameroun est certainement la plus réussie. F. Eboko identifie l'ensemble des dynamiques qui ont contribué, depuis le début, à la difficile émergence du programme national de lutte contre le sida en tant que politique publique camerounaise, et compare très légitimement la situation camerounaise avec les situations sud-africaine, sénégalaise, et ougandaise. Les programmes nationaux de lutte contre le sida en Afrique, en général, et au Cameroun en particulier, ont été initiés de l'extérieur, et l'accent était alors mis davantage sur l'organisation du programme, sur la "bureaucratisation" du dispositif, que sur le contrôle effectif du développement de la pandémie. Cette bureaucratization eut d'autant plus de mal à s'affirmer, précise F. Eboko, qu'elle s'est développée dans un contexte de "désétatisation" sous l'impulsion du FMI, de la Banque Mondiale, puis des agences bilatérales. Les soubresauts de l'organisation du dispositif national camerounais manifestent, par ailleurs, la crainte d'une personnalisation à la tête du comité national de lutte, et dont l'instabilité des équipes et du dispositif a très certainement contribué à la "non-politisation" de la lutte contre le sida au Cameroun. Les rivalités entre les agences de coopération bilatérale, dont chacune s'assurait de la collaboration de "clients" camerounais spécifiques, ont aussi renforcé la désétatisation du problème. Plus récemment, il faut ajouter une "décentralisation" qui conduit de fait à oublier certaines régions de la République ; les rivalités récentes entre les associations face à la disponibilité croissante des antirétroviraux, combinées à la mauvaise gestion des stocks des médicaments, transforment le secteur privé en alternative d'un secteur public déficient et appuyé par les coopérations bilatérales. Tout ceci aboutit à un dispositif national contraint d'assurer un "service minimal" face à ses partenaires étrangers qui en même temps contrarient son action. Toute cette partie s'achève par une interrogation à laquelle il n'est guère possible de répondre en l'état actuel des informations disponibles : pourquoi, contrairement par exemple aux situations observables au Sénégal, en Afrique du Sud, en Ouganda, le sida n'appartient pas à la "sphère" du chef de l'Etat camerounais, même s'il a pu prendre des décisions (politiques) sur la baisse du prix des antirétroviraux, et que son épouse est, quant à elle, particulièrement présente sur le devant de la scène africaine dans le domaine. La mise en perspective de la situation camerounaise avec celle d'autres pays est réalisée à partir d'une modélisation établie à partir de la notion de "culture politique", par ailleurs critiquée à bon escient.
- 4 La troisième et dernière partie de la thèse est plus inégale. Les récits rapportés de l'expérience de jeunes hommes et de jeunes femmes face au risque de contamination par le VIH/sida à l'occasion de rapports sexuels ne sont guère d'un apport très original, non plus que les encadrés restituant des "témoignages", ou encore les considérations

sur la sexualité des jeunes. Le rôle des associations dans la lutte contre le sida peut apparaître insuffisamment analysé. On retiendra surtout de cette partie le retour que fait F. Eboko sur la notion de groupe "vulnérable" en soulignant combien les jeunes ne constituent pas un groupe homogène tant les prises de conscience par rapport au risque de l'infection par le VIH diffèrent selon que l'on se trouve dans les deux grandes villes du pays ou dans les villes du nord-ouest.

- 5 La thèse de F. Eboko est un travail de bonne facture, qui tente de gérer habilement les tensions entre une approche socio-anthropologique et une approche politiste. Ce travail est relativement pionnier dans le domaine des études consacrées à la lutte contre le sida en Afrique, et permet de revenir sur des questions de fond aussi bien pour la socio-anthropologie que pour la science politique quant aux conditions et aux contextes de mise à l'agenda politique d'un problème de santé publique en Afrique.

---

AUTEUR

**MARC-ERIC GRUÉNAIS**

IRD-Shadyc, Centre de la Vieille Charité, 13002 Marseille - [gruenais@ehess.cnrs-mrs.fr](mailto:gruenais@ehess.cnrs-mrs.fr) .